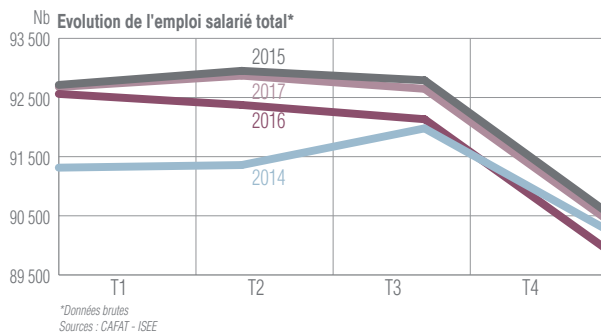


En 2017, l'emploi salarié retrouve son niveau de 2015

Au cours de l'année 2017, 92 160 salariés ont été déclarés par leurs employeurs auprès de la CAFAT, soit une hausse de 0,4 % par rapport à l'année précédente. Après une baisse de 0,5 % en 2016, le volume global de l'emploi salarié retrouve ainsi un niveau presque équivalent au niveau record de 92 250 salariés enregistré en 2015. Parallèlement, le nombre moyen de chômeurs indemnisés au cours de l'année retrouve son niveau de 2015, après une hausse de 12 % un an plus tôt.

2017 rattrape presque le niveau d'emploi de 2015



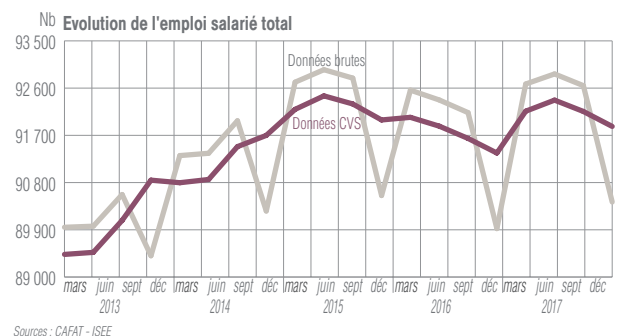
L'inflexion en fin d'année 2017 atténuée cependant ce résultat positif. Après un premier trimestre de retournement conjoncturel à la hausse (+0,9 % par rapport au 4^e trimestre 2016, en données CVS), la création d'emplois s'infléchit légèrement (+0,2 %) au second trimestre, pour s'interrompre au cours de la seconde moitié de l'année (-0,2 % au 3^e trimestre et -0,3 % au dernier trimestre).

Ainsi, les emplois perdus en 2016 dans le secteur privé, ne sont pas réactivés en 2017. Les seules créations d'emplois concernent le secteur public. La dynamique de l'économie calédonienne reste encore incertaine et le privé continue de perdre des salariés, expliquant le retour à la baisse en fin d'année.

Le recours aux mesures de chômage partiel reste conséquent, mais moins élevé qu'il y a un an. Après un pic fin 2016 du nombre d'heures indemnisées à ce titre, le recours à la mesure s'amenuise au fil des trimestres. Dans le cadre du plan PULSE adopté en septembre 2016, le plafond d'heures indemnisables au chômage partiel avait été doublé de façon à permettre aux entreprises calédoniennes faisant face à des difficultés conjoncturelles de conserver leurs salariés malgré une baisse d'activité. Néanmoins parallèlement à cette baisse du nombre d'heures indemnisées, les procédures de licenciements économiques progressent de 12 % en moyenne sur un an. Malgré la mesure de soutien, les difficultés semblent avoir persisté dans certaines entreprises. Parallèlement, le recours à l'intérim enregistre un repli sur la même période (-8 % sur un an, en équivalents temps plein).

Toutefois, la dynamique de l'emploi reste en panne dans le secteur privé, et le secteur public compense seul les diminutions d'effectifs salariés de 2016.

La reprise amorcée au 1^{er} semestre 2017, ne se confirme pas en fin d'année

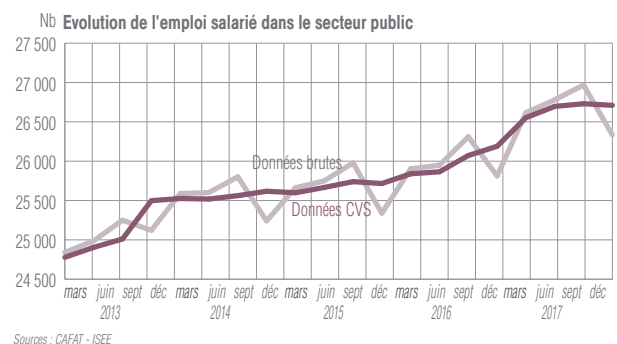


Le secteur public continue de créer des emplois

Au cours de l'année 2017, le secteur public déclare en moyenne 26 670 salariés, soit une croissance de 2,6 % par rapport à 2016 (+680 emplois), nettement plus marquée qu'au cours des deux années précédentes (+1,2 % en 2016 et +0,5 % en 2015).

La progression est particulièrement marquée en début d'année (+1,4 % au 1^{er} trimestre 2017, en données CVS), puis s'infléchit au cours des trimestres suivants, pour rester stable en fin d'année (-0,1 % avec correction de la variation saisonnière).

Le niveau des emplois publics se stabilise à un niveau haut



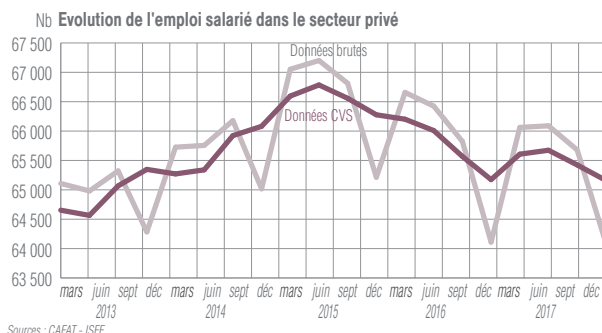
Les effectifs dans le secteur public se renforcent en début d'année 2017 sous les effets combinés du démarrage opérationnel du Médipole, de la création de nouvelles filières d'enseignement supérieur et de nouveaux lycées, de celles de nouvelles formations au RSMA, et enfin de l'arrivée annoncée par l'Etat de renforts pour contribuer au maintien de l'ordre public, pour ne citer que ces quelques exemples.

Ces nouveaux salariés sont pour moitié des contractuels (+3,3 % en moyenne sur l'année), principalement dans les activités de santé et l'enseignement supérieur. Le nombre de fonctionnaires d'Etat augmente également (+2,9 %) dans les activités de sécurité intérieure notamment. L'administration du territoire, l'enseignement et les télécommunications recrutent également, et le nombre de fonctionnaires territoriaux augmente de 1,7 %. Les mesures exceptionnelles d'intégration des agents non-titulaires au sein des fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie adoptées fin 2016, expliquent une partie de cette augmentation.

Le secteur privé perd moins d'emplois que l'année dernière

En 2017, le secteur privé déclare en moyenne 65 480 salariés, soit une diminution de 0,4 % par rapport à l'année précédente (-270 emplois). Cette baisse est nettement contenue par rapport à celle enregistrée en 2016 (-1,2 %), mais les pertes se cumulent : en deux ans, un millier d'emplois privés au total ne sont plus occupés. Ainsi, le niveau d'emplois privés en 2017 est plus proche de celui atteint en 2014, mais en fin d'année, la situation se dégrade.

Le secteur privé se stabilise à un niveau d'emplois proche de celui observé en 2014



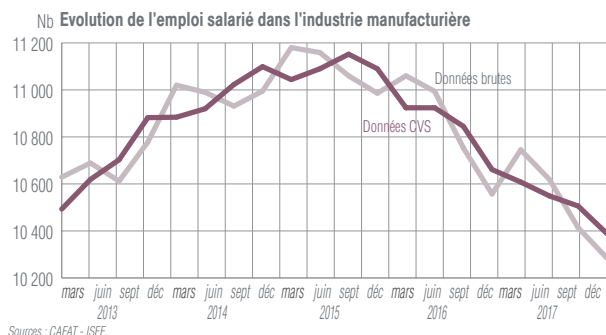
Après un recul continu et prononcé depuis mi 2015, le début d'année 2017 avait pourtant amorcé une reprise (+0,7 % en données CVS), même si elle s'est atténuée au second trimestre (+0,1 %). Mais le deuxième semestre ne confirme pas cette reprise et l'emploi privé se contracte à nouveau (-0,4 % aux 3^e et 4^e trimestres, en données CVS). Ainsi, le niveau d'emplois salariés dans le secteur privé en fin d'année rejoint celui de fin 2016.

En 2017, les baisses d'effectifs continuent d'affecter en priorité l'industrie. Dans le secteur de la construction, les effectifs semblent avoir atteint leur niveau plancher en 2017. Dans le commerce et l'agriculture, les effectifs sont globalement stables. Seuls les services affichent un solde d'emplois positif.

La métallurgie paie le plus lourd tribut

En 2017, le nombre moyen de salariés dans l'industrie diminue de 2,2 % par rapport à l'année précédente. Néanmoins, l'industrie extractive limite légèrement cette baisse, avec un effectif moyen en progression de 3,4 % sur un an, malgré une diminution équivalente au cours du dernier trimestre.

Les effectifs en baisse pour ajuster les coûts de production sur le marché du nickel



A l'inverse, l'industrie manufacturière, principal pourvoyeur d'emplois de transformation, est particulièrement affectée, et plus spécialement les activités relevant de la métallurgie. Ainsi, après un niveau record atteint en septembre 2015, les effectifs se compriment chaque trimestre depuis. En 2017, le rythme des réductions d'emplois est moins soutenu que l'année précédente, mais les effectifs sont toujours en baisse au cours du quatrième trimestre (-1,1 %). Au final, l'industrie manufacturière déclare fin 2017 autant de salariés qu'en décembre 2012, avant le démarrage de la production de l'usine du Nord. Cette diminution touche diversement les trois opérateurs métallurgiques qui rationalisent leurs coûts de production dans un contexte international particulièrement tendu.

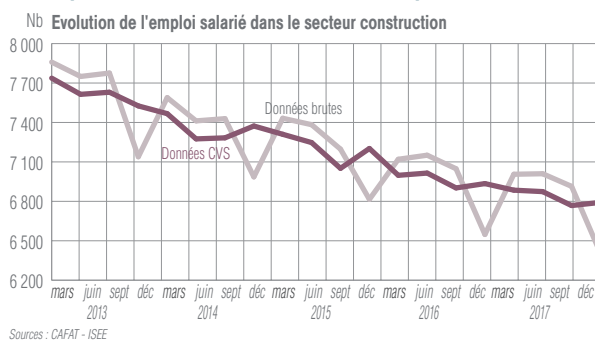
Toutes activités confondues, l'industrie manufacturière enregistre 38 procédures de licenciements économiques au cours de l'année, niveau quasiment stable par rapport à 2016. Ce secteur a commencé à procéder à des licenciements économiques depuis le milieu d'année 2016.

La construction emploie 6 830 salariés en moyenne au cours de l'année 2017, soit une baisse de 1,9 % par rapport au niveau moyen de 2016. Après avoir enregistré son plus haut niveau en 2011, l'effectif salarié de la construction n'a cessé de diminuer. Toutefois, le rythme de cette décélération se réduit en fin de période : le niveau de l'emploi salarié dans le secteur de la construction pourrait avoir atteint son niveau plancher en 2017, et se stabiliser voire repartir légèrement à la hausse dans les trimestres à venir.

Les nombreux chantiers de travaux publics en cours pendant l'année 2017, auront permis de compenser en partie les baisses d'effectifs dans les activités de travaux spécialisés, en particulier la démolition et préparation de sites, mais aussi les activités de construction de bâtiments.

Note positive, les licenciements économiques de la construction reculent pour la deuxième année consécutive (-30 % en 2017, après -73 % en 2016), après un pic enregistré en 2015.

Les effectifs n'ont cessé de se réduire depuis 5 ans, mais l'emploi semble avoir atteint son niveau plancher en 2017



Le secteur du commerce, quant à lui, déclare en moyenne 10 170 salariés au cours de l'année 2017, soit une diminution de 1,0 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, cette baisse n'est que relative puisqu'elle traduit principalement le transfert d'entreprises dont l'activité principale déclarée est passée du secteur du commerce à celui des services. En dehors de ces situations, les réductions d'effectifs dans certains commerces s'équilibrent avec les créations de nouvelles enseignes, créatrices de nouveaux emplois, dans le grand Nouméa, dans le Nord et même aux îles Loyauté. Le niveau de l'emploi salarié dans le commerce est ainsi relativement stable au cours de l'année.

Les licenciements économiques dans ce secteur s'atténuent sensiblement : trois fois moins de procédures de licenciements qu'en 2016.

L'emploi progresse dans les activités de service

En 2017, dans les activités de services hors commerce, l'effectif moyen progresse de 0,8 % par rapport à 2016. Avec 32 880 salariés en moyenne, il atteint un nouveau palier cette année. La progression, plus marquée au cours du 1^{er} semestre, décélère ensuite.

L'emploi progresse notamment dans les activités de gardiennage et de sécurité, les services d'entretien et nettoyage de locaux ou d'espaces verts, les services d'accompagnement social et d'aide à la personne, le transport routier collectif et la manutention portuaire, et le portage salarial d'artistes. En fin d'année, le secteur privé de la santé crée de nouveaux emplois, spécifiquement dans les établissements de santé.

Enfin dans l'agriculture, l'emploi progresse de 1,6 % en moyenne entre 2016 et 2017. L'augmentation concerne les activités de culture de légumes, de racines et de tubercules, de culture et d'élevage associé, mais aussi celles relatives à l'exploitation forestière.

Le marché du travail reste tendu

En 2017, le nombre d'employeurs recule pour la quatrième année consécutive (-6,5 % par rapport à l'année précédente). Cette diminution est due en grande partie à celle de ménages employeurs de gens de maisons. La construction et le commerce sont néanmoins aussi concernés par un repli du nombre d'employeurs.

En parallèle, en moyenne 7 610 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) ont été recensés par les services de placement, soit une diminution de 2,9 % par rapport à 2016.

Les nouveaux demandeurs d'emploi sont moins nombreux qu'il y a un an (-3,2 %) malgré la hausse des licenciements. En l'absence de reprise réelle du marché du travail, la baisse du nombre moyen de DEFM pourrait traduire une lassitude des personnes en recherche d'emploi qui fréquentent moins assidûment les services de placement.

Emploi salarié par secteurs d'activité

	T4 Données brutes	T4 / T3 Evolution (%) corrigée des variations saisonnnières	Moyenne annuelle		
			2016	2017	Variation (%)
Effectifs salariés ¹					
Total	90 430	-0,3	91 748	92 156	0,4
dont secteur privé	64 097	-0,4	65 754	65 482	-0,4
dont secteur public	26 333	-0,1	25 994	26 674	2,6
Détail par sous secteurs du privé					
Agriculture, sylviculture et pêche	1 718	0,4	1 722	1 750	1,6
Industrie	13 568	-1,1	14 160	13 849	-2,2
Industries extractives	1 694	-3,6	1 695	1 752	3,4
Industries manufacturières et extractives (yc KNS ²)	10 285	-15,6	10 841	10 516	-3,0
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	763	1,3	776	760	-2,0
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	826	1,4	848	821	-3,1
Construction (hors KNS ²)	6 405	0,4	6 967	6 834	-1,9
Commerce	10 233	-0,5	10 276	10 169	-1,0
Services	32 173	-0,3	32 629	32 879	0,8
Transports et entreposage	4 055	-1,1	4 089	4 111	0,5
Hébergement et restauration	4 783	2,6	4 575	4 615	0,9
Information et communication	1 095	1,3	1 074	1 097	2,1
Activités financières et d'assurance	2 541	0,4	2 422	2 504	3,4
Activités immobilières	680	0,3	671	686	2,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 248	-1,5	2 350	2 332	-0,8
Activités de services administratifs et de soutien	5 014	1,5	5 133	5 288	3,0
Administration publique	912	-1,0	943	922	-2,3
Enseignement	2 380	-8,8	2 726	2 687	-1,4
Santé humaine et action sociale	3 235	3,8	3 257	3 259	0,1
Arts, spectacles et activités récréatives	787	1,7	769	767	-0,3
Autres activités de services	1 765	-1,3	1 773	1 820	2,7
Services domestiques	2 652	-2,1	2 823	2 765	-2,0
Activités extra-territoriales	26	5,5	26	26	1,3
Total	64 097	-0,4	65 754	65 482	-0,4

Unités : nbre, %

(1) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi

(2) Les effectifs de KNS SAS, immatriculé au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière.

Sources : ISEE, CAFAT, données provisoires

Autres chiffres clés

	2016	2017	Variation %
Effectifs employeurs (en moyenne)			
Total	11 951	11 175	-6,5
Marché du travail (nombre mensuel moyen)			
Nouveaux demandeurs d'emploi	476	461	-3,2
Demandeurs d'emploi en fin de mois	7 842	7 611	-2,9
Nouvelles offres d'emploi	594	584	-1,7
Offres d'emploi actives en fin de mois	1 558	1 758	12,8
Entreprises (nombre)			
Créations (cumul)	4 639	4 578	-1,3
Radiations (cumul)	3 763	3 484	-7,4
Stock au dernier jour de l'année (entreprises du secteur marchand)	36 470	37 573	3,0
dont entreprises individuelles	23 171	23 847	2,9
Indicateur de climat des affaires (au 4 ^e trimestre)	89,0	92,9	///
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	765	702	-8,2
Entreprises utilisatrices	454	405	-10,8
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés	203	228	12,3
Nombre de procédures de licenciement économique	49	71	44,9
Chômage total (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	2 589	2 307	-10,9
Jours indemnisés	73 435	65 301	-11,1
Chômage partiel (cumul)			
Nombre d'heures indemnisées	121 953	94 338	-22,6

Sources : ISEE, CAFAT, DTE, IDCNC

Unités : nbre, %

Par ailleurs, l'offre d'emploi est moins dynamique. En effet, le stock moyen d'offres actives en fin de mois progresse de 12,8 % par rapport à 2016, tandis que le nombre de nouvelles offres d'emploi recule légèrement sur la même période (-1,7 %). Les offres d'emplois sur le marché peinent à trouver preneur.